

# Coopérative de Creully (14) | Le cap est maintenu

Malgré la crise sanitaire et une récolte céréalière 2020 bien décevante, la coopérative de Creully (14) maintient le cap de ses investissements et du retour financier à ses adhérents. « *Les feux reviennent au vert* », assurent Pascal Desvages et Stéphane Carel, président et directeur d'une structure forte de 1 200 adhérents répartis dans le Calvados mais aussi dans la Manche.

« *L'exercice que nous effectuons aujourd'hui, en direct live, est tout à fait particulier. Sans votre présence dans cette salle, notre assemblée générale annuelle, moment de partage, nous semble un peu irréelle* ». C'est par ces mots que Pascal Desvages, président de la coopérative de Creully, a lancé son rapport d'orientation des travaux de la 82<sup>e</sup> assemblée générale qui s'est tenue il y a tout juste une semaine. Une AG un peu particulière, puisqu'en mode confiné, mais un exercice de transparence et de questions/réponses malgré la distanciation. Mieux même, des adhérents qui n'avaient pas l'habitude de s'exprimer l'ont fait sous une forme ou une autre dans les jours qui ont suivi puisque les débats sont toujours

consultables sur le site internet de la coopérative.

## Plus de 70 % du résultat redistribuable

« *En ce qui concerne la récolte 2019, qui dit excellente collecte, dit également bon diviseur de charges. C'est pourquoi, couplé à une très bonne campagne en approvisionnement, notre résultat net d'exploitation s'établit à 931 743 €.* Notre chiffre d'affaires de 103 M€ est lui aussi un des plus élevés de l'histoire de l'entreprise et traduit toute la confiance que vous portez à notre coopérative et ses équipes, s'est félicité Pascal Desvages. Malgré les récoltes décevantes de plus en plus fréquentes, ces bons chiffres démontrent la résilience de

notre modèle coopératif. Rester globalement centré sur nos métiers de base, rester ancré sur notre territoire, au plus près des adhérents, doivent être nos lignes directrices ». Les résolutions d'assemblée générale, ont donc adopté de retourner aux adhérents plus de 70 % du résultat redistribuable, soit 543 000 €.

## Les investissements se poursuivent

Quid cependant du prochain exercice avec la crise sanitaire et une récolte 2020 en berne ? « *Depuis le 15 octobre, les feux reviennent au vert*, constate Stéphane Carel, directeur de la coopérative. *L'ambiance est meilleure et personne n'est dans le catastrophisme* ». Zéro betterave sucrière mais une



SEMBLÉE GÉNÉRALE COOPÉRATIVE DE CREULLY

« *Nous avons besoin de toutes nos agricultures. L'agriculture biologique et celle des circuits courts pour approvisionner ceux de nos concitoyens qui le désirent. L'agriculture dite plus de masse, pour nourrir tous ceux, de plus en plus nombreux, qui manquent de pouvoir d'achat et sont laissés sur le bas-côté de la route. Après la crise sanitaire, la crise économique, il ne manquerait plus que le pays ait à faire face à une crise sociale* » a revendiqué Pascal Desvages. ☒

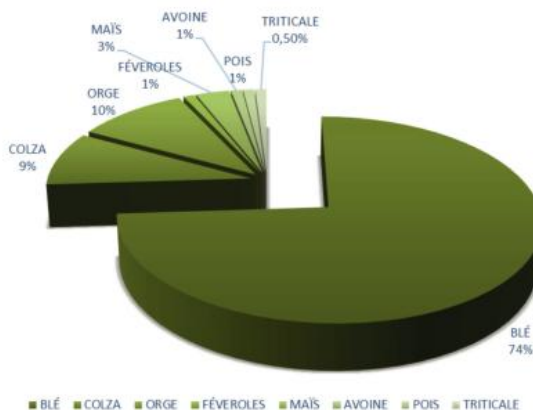
récolte record en maïs « *100 à 120 qx sec à 160 € d'acompte* ». Bonne nouvelle dans le lin avec une sole 2020 qui ne devrait que baisser modérément. Parallèlement, l'appel d'air bio aspire toujours un peu plus fort... « *La machine ne s'arrête pas donc on ne stoppe pas les cycles d'investissements même si certains peuvent prendre un peu de retard*

mais c'est plus une question de météo », enchaînent Pascal Desvages et Stéphane Carel. Une nouvelle plateforme céréales verra donc notamment le jour à Jurques (14) pour la moisson 2021. Sur ce dossier, les responsables de la coopérative appellent l'administration de tutelle de son soutien. ■

TH. GUILLEMET

## Collecte 2019 céréales et oléoprotéagineux - conventionnel part de marché collecte sur le Calvados : 30 % (source France Agrimer) base BLÉ

Blé tendre	216 072 tonnes
Colza	26 625 tonnes
Orge	29 344 tonnes
Féveroles	3 500 tonnes
Maïs	8 875 tonnes
Avoine	2 780 tonnes
Pois	1 290 tonnes
Triticale	1 956 tonnes
<b>TOTAL</b>	<b>290 442 tonnes</b>



## Collecte bio et C2 2019 TONNAGE TOTAL : 2 733 TM

### TONNAGE BIO : 1 652 TM

Marchandises	Bio tonnage collectés	Prix campagne finalisé
Blé meunier bio	398 TM	500 €
Blé fourrager bio	57 TM	425 €
Triticale bio	311 TM	290 €
Orge bio	148 TM	300 €
Pois bio	133 TM	380 €
Féveroles bio	90 TM	380 €
Maïs bio	442 TM	330 €

### TONNAGE C2 : 1 081 TM

Marchandises C 2	Tonnage collectés	Prix campagne finalisé
Blé tendre C 2	51 TM	180 €
Triticale C 2	452 TM	200 €
Orge C 2	215 TM	190 €
Pois C 2	80 TM	310 €
Féveroles C 2	153 TM	310 €
Maïs C 2	131 TM	250 €

### AUTRES MARCHANDISES BIO ET C2 : 78 TM

« *Nous disposons d'équipes de grandes qualités. Qu'elles soient techniques, de dépôts, d'entretien ou administratives, nous disposons en interne d'une force considérable, motivée et impliquée. Couplée à des agriculteurs d'une grande technicité, nous ne pouvons que réussir* ».

## Pommes de terre et légumes Chiffre d'affaires : 4 448 663 € + 0,81 %

### POMMES DETERRE

Chiffre d'affaires :  
2 854 489 € - 0,28 %  
Volume commercialisé :  
5 249 tonnes

### Résultats € en tonne

Produits	422 €
Charges	164 €
Rémunération producteurs	257 €



### LÉGUMES

Chiffre d'affaires :  
1 594 174 € + 2,81 %



# Chambre régionale d'agriculture I

## « Ne pas passer à côté du plan de relance »

Lors de la session de la Chambre régionale d'agriculture de Normandie (Cran) du 27 novembre, la souveraineté alimentaire a été au centre des échanges, notamment au travers du plan de relance, déployé par le gouvernement. Un plan que les acteurs du monde agricole veulent saisir pour « ne pas passer à côté », comme le précise Sébastien Windsor, président de la Cran.

■ Pas moins de 1,2 milliard d'euros sera consacré au volet agricole et agroalimentaire du plan de relance déployé par le gouvernement. « Nous donnons les moyens à notre agriculture et à ceux qui la font d'entreprendre la reconquête de notre souveraineté alimentaire », avait insisté le ministre de l'Agriculture, Julien Denormandie lors de la présentation de ce plan. Alors, les chambres d'agriculture ne veulent pas laisser passer les enveloppes proposées : 200 millions d'euros pour adapter l'agriculture et la forêt au changement climatique, 546 millions d'euros pour accélérer la transition agroécologique et 364 millions d'euros pour renforcer la souveraineté alimentaire. « C'est une vraie opportunité pour accélé-

rer les projets », insiste Sébastien Windsor. Ce sont des moyens « pour développer des filières », poursuit-il. Mais pour se faire, le rôle des chambres d'agriculture sera essentiel. « Il nous faudra communiquer auprès des agriculteurs, les accompagner dans leurs projets, dans leurs demandes. C'est un travail important qui nous attend. Mais il n'est pas question de regarder passer les enveloppes », martèle Sébastien Windsor. Cinq services civiques seront embauchés pour renforcer les équipes.

### Un lien fort avec le monde agricole

Selon le gouvernement, bâtir la souveraineté alimentaire passe par une mesure essentielle : le plan



La dernière session de la chambre régionale de Normandie s'est déroulée en présentiel et en visio pour une majorité des élus, avec au menu des échanges, la souveraineté alimentaire. (18)

protéines végétales, doté d'une enveloppe de 100 millions d'euros afin de diminuer fortement l'importation des protéines destinées à l'élevage. Un des intervenants, Paul-Joël Derian, directeur général innovation, recherche et développement durable du groupe Avril, connaît bien le sujet. Ce groupe a annoncé il y a quelques semaines la création d'une nouvelle usine à Dieppe d'ici 2022, dédiée à la production de protéines issues du colza sans OGM pour l'alimentation humaine. Si ce projet a été soutenu par la Région Normandie, le groupe entend continuer d'investir. « On ne peut pas jouer la carte de la souveraineté tout seul. On a un lien très

fort avec le monde agricole. D'ici 2030, nous allons faire face à une croissance des protéines végétales de 40 à 50 %. C'est colossal », note Paul-Joël Derian. Et pour lui, « les pouvoirs publics ont un rôle à jouer pour que les industriels continuent d'investir afin d'assurer l'alimentation à l'échelle européenne voire mondiale », poursuit-il.

### « Il nous faut des paysans »

Un message qu'a entendu Hervé Morin, président de la Région Normandie, qui a encouragé la démarche du groupe Avril. « Pour assurer la souveraineté alimentaire, il nous faut des paysans. Et en Nor-

mandie, nous avons cette exigence » débute Hervé Morin, qui prône un soutien massif à l'investissement des exploitations pour améliorer leur compétitivité. « Un mot qu'il ne faut pas avoir peur d'utiliser », souligne-t-il. En cinq ans, 357 millions d'euros ont été mobilisés. « Deux exploitations sur trois ont bénéficié d'un dispositif régional », rappelle-t-il, prêt à défendre à nouveau « une stratégie offensive. On est en droit de vouloir produire chez nous. En Normandie, on a plein de projets. On a besoin de ce plan de relance », conclut-il. ■

S.B.

Toujours à la recherche  
d'une **meilleure solution !**



www.jcb.fr



**NOUVEAU**  
**TELESCOPIC**  
**SERIE III**

**JCB**  
**AGRI**

Chez votre concessionnaire



MORTAGNE • Tél. 02 33 85 37 37  
LA FOURCHE • Tél. 02 37 37 08 67  
CARROUGES • Tél. 02 33 81 77 77



**V3 PRO**

ST-HILAIRE DU HARCOUËT • Tél 02 33 79 36 64  
VALOGNES • Tél. 02 33 95 42 42  
PÉRIERS • Tél. 02 33 17 18 19  
FLEURY • Tél. 02 33 69 27 00  
PONTORSON • Tél. 02 33 58 69 09  
DOMPIERRE • Tél. 02 33 37 21 86